

# Les chefs d'Etat prennent la main à Copenhague pour sauver un accord

Les mises en garde sur le danger d'une "catastrophe" à Copenhague se sont multipliées jeudi, où les chefs d'Etat et de gouvernement ont pris la main en soirée pour tenter de sauver les négociations sur le réchauffement climatique.



Un projet de déclaration politique destiné à sortir les négociations de l'impasse devait dans ce contexte être soumis dès vendredi matin à une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement, afin de dégager la voie à la conclusion d'un accord à 193 pays sous l'égide des Nations unies.

Après une réunion à huis clos dans la nuit, ceux-ci se retrouvent vendredi à 08H00 (07H00 GMT) pour peaufiner ce texte, rédigé par leurs conseillers, avant de le soumettre l'après-midi aux quelque 130 dirigeants réunis en sommet dans la capitale danoise pour conclure un accord contre le réchauffement de la planète.

Jeudi soir, ce groupe restreint a "essayé de trouver un accord politique en forme de +chapeau+ et de mettre en avant les principaux points", a déclaré Fredrik Reinfeldt, Premier ministre suédois, à la sortie de la réunion.

Ce "chapeau politique" servirait d'introduction aux deux textes de l'accord proprement dit, négociés sous l'égide de l'ONU. Ainsi, "l'accord de Copenhague" comporterait trois textes distincts.

"Si on est là, c'est qu'on avait besoin de nous, sinon ce n'était pas la peine de venir", a relevé jeudi le président français Nicolas Sarkozy. "On court à la catastrophe," avait-il auparavant lancé à la tribune de la conférence, alors qu'il restait moins de 24 heures pour trouver un accord.

"Revenir avec un accord vide de sens serait bien pire que revenir les mains vides", avait déclaré de son côté le porte-parole de la Maison Blanche, alors que le président américain Barack Obama doit rejoindre le Danemark vendredi.

"Nous ne devrions pas nous attarder sur ce qui nous divise mais rapprocher nos points de vue sinon nous allons être confrontés à l'échec", a aussi prévenu le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, He Yafei, assurant que "ce n'est pas ce que souhaite" Pékin.

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao, arrivé mercredi dans la capitale danoise, avait lui insisté sur "la détermination" et "la sincérité" de son pays.

Le but affiché du sommet, qui rassemble près de 120 leaders du monde entier, est d'arracher un accord limitant la hausse de la température moyenne de la planète à 2 degrés.

Depuis dix jours, les pourparlers coïncident sur la répartition des efforts, tant financiers qu'en termes d'engagements sur les réductions des émissions de gaz à effet de serre. L'affrontement oppose notamment les Etats-Unis et la Chine, tandis que les pays en développement soupçonnent en permanence les "grands" de vouloir les marginaliser.

Se disant "préoccupée par l'absence de progrès", l'Union européenne a semblé renvoyer les deux plus grands pollueurs de la planète dos-à-dos en appelant chacun à aller "de toute urgence jusqu'à l'extrême limite de leur flexibilité".

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton avait réitéré la position américaine à son arrivée le matin même, exigeant des grands pays en développement des engagements vérifiables en matière de réduction d'émissions.

En échange, Mme Clinton a promis une participation financière - d'un montant non précisé - des Etats-Unis à une enveloppe globale de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour lutter contre le réchauffement.

Mais de leur côté, les grands émergents rappellent leurs besoins de croissance économique pour sortir une partie de leur population de la misère.

Le Premier ministre indien Manmohan Singh a ainsi rappelé que l'Inde n'accepterait pas un traité qui l'empêcherait de sortir des millions de personnes de la pauvreté.